



LA GUERRE EST DÉCLARÉE

La CGT Finances Publiques 59, après avoir dévoilé cet été les plans de fusions de directions à l'échelle nationale (fusion de la DRFiP59 avec la DDFiP 62, fusion des Directions 19, 23 et 87 et fusion des directions 41 et 45), a sorti le plan de restructuration envisagé par la DRFiP59.

Et c'est bien un tsunami de fermetures de services et de destruction d'emplois qui arrive. Ce plan, pas encore validé par Bercy, prévoit pour la seule DRFiP 59 la fermeture de 42 trésoreries, 9 SIE, 4 SIP et 6 SPF !

L'objectif cible pour Bercy étant à plus ou moins brève échéance de ne conserver qu'un SIE unique départemental, un SPFE départemental, un PCRPF départemental, un PCE départemental et un CDIF.

De plus, la DRFiP 59 entend respecter à la lettre la volonté de G. Darmanin de déplacer physiquement certains des services en centre urbain vers la périphérie et annonce le départ d'au moins 360 agent.es de Lille pour la banlieue.

Et nos « bons élèves » de la destruction en marche tablent sur au moins 400 emplois supprimés...

Nos homologues du Nord précisent bien que ce projet a été construit en amont des probables transferts de missions liés à la fin de la séparation ordonnateur-comptable, la création d'agences de toutes sortes (recouvrement, contrôle) ou du transfert des missions cadastrales... et que la casse pourra donc encore s'aggraver !

Dans le même temps, nous apprenions en début de semaine par nos camarades d'Ille et Vilaine que la DRFiP 35 envisage la fermeture pure et simple du centre des Finances Publiques de Montfort sur Meu. Un site comprenant un SIE, un SIP et une trésorerie SPL, avec 34 collègues sur place !

Transposé à la Loire Atlantique, c'est comme si on fermait tout Ancenis. À ce stade, aucun service, aucune résidence n'est vraiment à l'abri de ce vent mauvais qui souffle sur les services publics.

Seule une solidarité sans faille des agent.es, alliée à un niveau de résistance sociale élevée sera de nature à arrêter cette mise à mort du Service Public des Finances Publiques. Courage, luttons !

La CGT proposera des actions mais pour infléchir le cours des choses, nous aurons besoin d'une véritable mobilisation générale !

NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

Les gilets jaunes ciblent avec plus ou moins d'intensité nos services. Sur les 134 actions recensées par Bercy en début de semaine, cela va des inscriptions insultantes, avec délire « anti taxes », au « murage » des services (au moins 4 à ce jour), jusqu'aux attaques physiques des collègues comme à la Réunion.

En Loire Atlantique, lundi matin un cadenas enroulé dans un gilet jaune était censé bloquer le centre de Cambronne à Nantes et plusieurs serrures avaient été encollées. Le CFP de Châteaubriant a lui été « tagué » le WE dernier (photo ci-dessous).



Si on peut partager sur le fond le « Macron, rend l'ISF et les dividendes » (remis dans l'ordre par la rédaction) puisque c'est bien le sujet de la politique fiscale anti égalitaire qui provoque en grande partie la colère, on ne peut que déplorer la forme. D'autant que les portes coulissantes ont été aussi largement encollées, détériorant le matériel. Bref en quoi bloquer les portes permettant l'accès du public à nos guichets serait une action pertinente ?

Rappelons que la volonté du gouvernement est bien de restreindre au maximum l'accueil physique pour les usagers, en fermant notamment des centaines de nos services. **Il faut savoir raison garder**, c'est pour cela que la section CGT Finances Publiques 44 s'est exprimée par une adresse aux gilets jaunes voulant bloquer les centres des Finances Publiques.

Par ailleurs, dans cette période agitée, nous rappelons que les agent.es des Finances Publiques ne doivent pas être exposés au danger et que le droit de retrait doit s'exercer immédiatement en cas de menace.

